

Analyses 2012



**Pourquoi la Turquie n'est plus
le meilleur allié d'Israël ?**

Avec le soutien de la Fédération Wallonie-Bruxelles

Commission Justice et Paix belge francophone asbl
Rue Maurice Liétart 31/6
B-1150 Bruxelles Belgique
Tél. +32 (0) 2 738 08 01
Fax: +32 (0) 738 08 00
info@justicepaix.be www.justicepaix.be

Pourquoi la Turquie n'est plus le meilleur allié d'Israël

Le 27 octobre 2011, Israël envoyait une aide humanitaire d'urgence en Turquie à la suite du tremblement de terre ayant touché l'Est du pays¹. Ce coup de main était accepté par la Turquie, et cela malgré les relations tendues entre ces deux pays depuis la mort de sept ressortissants turcs tués par un raid israélien sur une flottille humanitaire cherchant à briser l'embargo de la bande de Gaza en 2010. Les relations entre ces deux pays, pourtant excellentes dans les années nonante, ont commencé à se détériorer dès le début des années 2000. La dernière intervention israélienne dans la bande de Gaza en novembre 2012 laisse augurer de nouvelles tensions entre les pays. Bien que le parti au pouvoir, l'AKP, soit résolument pro-occidental, la rue turque se démarque de plus en plus par une attitude anti-américaine et apporte son soutien à la cause palestinienne. Le pouvoir turc se trouve ainsi dans une situation paradoxale, coincé entre intérêts géostratégiques et une pression populaire massive...

Depuis l'accession au pouvoir en novembre 2002 de l'AKP (Parti de la Justice et du Développement), la nouvelle politique étrangère turque a subi un revirement notable, avec comme pilier, la stratégie du « *Zero problem with the neighbours* »². C'est donc afin de ne pas irriter ses voisins arabes que la Turquie a revu le partenariat privilégié qu'elle entretenait avec l'Etat d'Israël depuis des accords de coopération bilatéraux signés en 1996.

La Turquie a été le premier pays arabe à reconnaître l'État d'Israël aux Nations Unies en 1950. Ce signal positif a permis que pendant la Guerre Froide, les deux pays entretiennent des relations secrètes et collaborent dans le camp occidental afin de contenir l'Union soviétique au Proche-Orient³.

Au début des années nonante, avec la fin de la Guerre Froide, les deux pays se cherchent des nouveaux alliés et une nouvelle légitimité. Ensemble, ils partagent une identité clairement pro-occidentale démocratique et surtout la crainte d'un environnement régional hostile constitué principalement par les Etats voyous que sont la Syrie, l'Iran et l'Irak. Les menaces sont légion : peur de l'Islam radical, prolifération des armes de destruction massive et émergence d'une alliance anti-occidentale puissante⁴.

Pendant cette décennie, les relations économiques, militaires et diplomatiques entre la Turquie et Israël s'améliorent considérablement et cela malgré les désaccords exprimés par les voisins arabes qui voient dans ce rapprochement une menace pour leur sécurité. La collaboration dans le domaine du renseignement, du commerce des armes, l'échange des technologies et de la lutte contre le terrorisme sont extrêmement dynamiques et bouleversent l'échiquier stratégique dans la région. L'accord de coopération et de défense signé en 1996 vient consacrer cette alliance⁵. Pour la première fois, la Turquie reconnaît officiellement des liens

¹« Séisme en Turquie. L'aide humanitaire israélienne est arrivée », Le Nouvel Observateur, 27 octobre 2011.

²«Turkey's zero-problem foreign Policy», par Ahmet Davutoglu, in Foreign Policy, 20 mai 2011.

³ « L'axe Israël-Turquie: vers une nouvelle dynamique proche orientale », par Elise Ganem, Ed. L'Harmattan.

⁴ «My enemy's enemy: Turkey, Israel, and the Middle Eastern balance of power». Par Gil Dibner, in Harvard International Review, Vol.21, 1998.

⁵ «Regional implications of the Israeli-Turkish strategic partnership», par Efraim Inbar, in Middle Est Review of International Affairs (MERIA), Vol.5, No.2 (Summer 2001)

privilegiés avec Israël. Ce rapprochement se déroule sous l'œil bienveillant des Etats-Unis qui voient ainsi émerger dans cette région conflictuelle un couple puissant capable de préserver la stabilité, maintenir un équilibre et permettant ainsi de contenir les Etats voyous. Pour Israël, disposer de cet allié pro-occidental aux racines islamo-arabes lui ouvre les portes d'une intégration au sein de cette région où son isolement constitue son problème de sécurité principal. Il s'agit de ne plus paraître comme l'ennemi du monde arabe, sentiment provoqué par le conflit palestinien qui perdure. Pour la Turquie, il s'agit de s'ancrer durablement à l'Ouest, en s'assurant la protection des Etats-Unis et de l'Union européenne⁶. Les tentatives de contre-alliances arabes, avec la Syrie à leur tête, n'ont pas permis de voir émerger une alternative sérieuse capable de tenir tête aux deux pays et de briser cette hégémonie régionale.

L'arrivée de l'AKP au pouvoir en Turquie va bouleverser la donne⁷. La nouvelle orientation politique turque engagée depuis 2002 n'est cependant pas opposée à entretenir des relations cordiales avec les puissances occidentales. Il convient de nuancer en préférant analyser ce revirement comme un repositionnement stratégique. Si dans les années nonante, il importait pour la Turquie de se montrer exclusivement comme un fidèle allié du camp occidental au risque de s'aliéner ses voisins arabes, il s'agit désormais d'entretenir de bonnes relations avec son voisinage. Cette nouvelle politique étrangère peut dès lors être définie avant tout comme rationnelle, pragmatique et en faveur de la maximisation de ses intérêts nationaux. Situé dans une zone de turbulence géostratégique, le pays doit faire face aux différentes menaces venant du Proche-Orient, mais également du Caucase et de l'Asie centrale. En tant que « pont » entre ces régions et l'Occident, Ankara ne peut plus se permettre de voir une hostilité arabo-islamique grandissante se développer contre elle⁸. Face à un électorat visiblement irrité par un pro-occidentalisme jugé parfois comme trop aveugle, l'AKP, parti à l'identité islamique, a voulu imprimer sa marque dès son arrivée au pouvoir. Notons que cette mise à distance de l'Occident peut s'expliquer également par le fait que l'AKP a voulu montrer son impatience face aux atermoiements européens au sujet du débat – qui n'en finit pas - de l'entrée du pays dans l'Union.

La première indication du changement politique a eu lieu lorsque la Turquie a refusé en 2003 l'accès à son territoire aux États-Unis qui lui aurait ainsi permis d'ouvrir un front Nord dans le conflit contre l'Irak. Jusque là considéré comme un allié fiable par les États-Unis et Israël, la Turquie lance donc officiellement sa nouvelle politique étrangère. Dans les années qui suivent, elle entame des pourparlers avec la Syrie, pays considéré pourtant comme le soutien indéfectible des mouvements terroristes chiïtes Hezbollah, du Hamas et même du PKK kurde; et développe un programme nucléaire militaire jugé menaçant. La Turquie se rapproche également de l'Iran, pourtant ennemi viscéral d'Israël. Refusant de soutenir de nouvelles sanctions à son encontre au sujet de son programme nucléaire, elle a félicité le Président Ahmadinejad lors de sa réélection en 2009, et cela malgré les événements tragiques (révoltes populaires matées dans le sang) qui ont émaillé le scrutin. Tout au long de la décennie 2000, la Turquie a joué la carte du réalisme politique en s'assurant de préserver la stabilité au Proche-Orient, qui passe selon elle par un axe Iran-Syrie-Turquie⁹. Cette politique provoque

⁶“*The Resilience of Israeli-Turkish relations*”, par Efraim Inbar, in *Israel Affairs*, Vol 11, No.4, Octobre 2005, pp.591-607.

⁷“*Turkish foreign policy towards Israel: the implications of Turkey's Relations with the West*”, par Tolga Turann. Thèse soutenue à la Graduate School of Social Sciences of Middle East Technical University, 2008.

⁸“*Star and crescent: Turco-Israeli partnership in a tough neighborhood*”, par Joseph Codispoti, *Air War College Air University*, Maxwell paper no.22, 2000.

⁹« *Israeli-Turkish tensions and beyond* », par Efraim Inbar, *Turkish Policy Quarterly*, Vol.8, No.3.

la préoccupation des occidentaux mais également des pays arabes sunnites, alliés de ces derniers, qui voient ainsi un couloir chiite se former et conférer une profondeur stratégique dirigée vers l'Europe à ce mouvement. Le nouveau statut que la Turquie s'attribue à elle-même impose des sacrifices. Israël en est la principale victime. Comme le dit Didier Billon, « L'horizon turc se déploie désormais à trois cent soixante degrés et son ambition internationale s'affirme »¹⁰. La Turquie ne peut donc pas se permettre de jouer la carte de l'unique alliance avec Israël. Les récentes déclarations du Président Shimon Peres faisant état d'une volonté israélienne d'attaquer les installations nucléaires iraniennes laissent penser qu'Israël aurait fait une croix sur son alliance avec la Turquie et serait prêt à jouer cavalier seul dans la région, s'appuyant sur sa puissance militaire unique et sur la protection du seul grand frère américain¹¹. On pourrait également analyser cette rhétorique comme visant uniquement à montrer sa puissance au monde arabe, et cela afin de montrer que le nouvel isolement causé par l'affaiblissement du lien avec Ankara n'empêche pas Tel Aviv de déployer sa puissance.

La Turquie ne semble pas prête à revenir à sa politique des années nonante vis-à-vis de l'État sioniste. La menace irakienne éliminée par l'occupation américaine est un souci majeur en moins pour Ankara. Les différends avec la Syrie diminuent progressivement (Damas a accepté de ne plus soutenir le PKK kurde en Turquie et a cessé ses demandes de récupérer la province d'Alexandretta ; tandis que des différends historiques sur les questions de l'eau tendent également à se régler). Les risques de conflits avec la Grèce et Chypre ont également diminué, et cela grâce à des efforts diplomatiques. Face à un environnement régional nettement moins menaçant, la Turquie peut se permettre de ne plus compter que sur ses seuls amis occidentaux¹².

L'alliance officialisée en 1996 présentait une fragilité. Pendant les conflits ayant opposé Israël à ses voisins arabes entre 1967 et 1973, la relation entre la Turquie et Israël s'était refroidie. Dans les années quatre-vingts, le piétinement dans le règlement du conflit palestinien et les violences qui ont entouré cette situation ont contribué ensuite à voir s'éloigner les deux pays. Même si l'alliance forgée dans les années nonante est essentiellement stratégique, il est important de souligner qu'elle s'est faite à la faveur d'un apaisement dans ce conflit et d'un regain d'intérêt israélien pour le régler, ce qui permettait à la Turquie de légitimer cette alliance aux yeux des autres pays arabes ainsi que de sa population¹³. La fin des années 2000 a vu Israël durcir sa politique vis-à-vis du conflit, allant jusqu'à mener des guerres contre le Hamas dans la bande de Gaza et le Hezbollah au Liban. La Turquie, aux prises avec une opinion publique interne mécontente, n'a pas manqué d'émettre des critiques virulentes à l'encontre d'Israël à cet égard¹⁴.

Mais la Turquie n'a pas non plus intérêt à s'aliéner les États-Unis et Israël. Afin d'accéder à son rôle de puissance régionale, elle doit continuer à entretenir de bonnes relations avec Israël, qui reste un acteur stratégique-clé, par sa puissance dans la région. Elle n'a donc pas

¹⁰ « *La nouvelle politique extérieure de la Turquie... Vous avez dit nouvelle ?* » IRIS policy paper, 8 septembre 2010.

¹¹ « *Pour Shimon Peres, une attaque contre l'Iran est de plus en plus vraisemblable* », Le Monde, 6 novembre 2011.

¹² « *Israeli-Turkish tensions and beyond* », par Efraim Inbar, Turkish Policy Quarterly, Vol.8, No.3.

¹³ « *Turkish-Israeli Regional Cooperation during 1990's* », par Col.Mohammad Alsarhan, US Army War College, Pennsylvania. USAWC Strategie research project.

¹⁴ « *Turkish foreign policy towards Israel: the implications of Turkey's Relations with the West* », par Tolga Turann. Thèse soutenue à la Graduate School of Social Sciences of Middle East Technical University, 2008.

pour autant couper les ponts totalement avec lui. Certains exercices militaires perdurent et le commerce bilatéral, même s'il n'atteint pas les niveaux atteints pendant les années nonante, est toujours florissant. Les visites diplomatiques officielles continuent et la coopération dans des projets énergétiques est toujours d'actualité (pétrole, gaz, électricité, eau, etc.). Les tensions sont présentes, mais nous sommes toutefois loin de la rupture¹⁵.

Désormais, la Turquie, forte de sa position géographique et de ses racines historiques, désire se placer en tant que puissance régionale capable de jouer le rôle de médiateur dans les conflits afin de préserver la stabilité dans son environnement proche. Il s'agit pour le pays d'accéder à une place privilégiée dans le concert des nations, ce qui explique son dynamisme au sein des forums économiques et politiques internationaux, comme le G20, l'Organisation de la Conférence Islamique et le Conseil de Sécurité des Nations Unies¹⁶. Elle offre ainsi ses bons offices pour de possibles négociations afin d'améliorer les relations entre Israël et ses ennemis syriens, iraniens, ainsi que du Hamas et du Hezbollah¹⁷. Si pour l'instant aucun résultat notable n'est à souligner, la Turquie aura au moins eu le mérite de regagner la confiance de la population arabe du Proche-Orient qui voit en elle une puissance protectrice face à l'Occident. Sa sécurité est donc assurée pour autant qu'elle continue cette politique d'ouverture vis-à-vis des pays arabes.

La montée en puissance de la Turquie, se positionnant comme un pivot régional d'importance au détriment d'une alliance pro-occidentale avec Israël, pourrait être vue positivement par les États-Unis. Sentant que sa suprématie globale est depuis longtemps menacée mais désirant néanmoins rester numéro un, Washington aurait intérêt à voir un acteur-pivot émerger au Moyen-Orient. Tant que les relations avec ce dernier sont meilleures que les relations que le pivot entretient avec ses pays voisins du Proche-Orient, les États-Unis ne voient pas leurs intérêts géostratégiques menacés. Même si elle était perçue positivement, l'alliance privilégiée entre la Turquie-Israël aurait pu, à terme, constituer une menace pour les Américains si ce couple avait décidé de s'écarter des intérêts de Washington et de former une contre-alliance. En effet, les deux États ont vu, grâce à leur collaboration, leur puissance (militaire, politique, économique) s'accroître considérablement. La nouvelle politique turque constitue donc en ce sens un rééquilibrage en faveur de l'intérêt américain, mais au détriment d'Israël, qui se trouve de nouveau isolé dans un environnement arabe chiite hostile.

En s'appuyant sur la réflexion apportée par le *Pentagon's Map*¹⁸, la Turquie pourrait jouer le rôle de soudure entre les États de la faille du Proche-Orient (les États faillis ou voyous comme l'Iran et la Syrie) et le cœur (les grandes puissances, dont les États-Unis). Une alliance de la Turquie avec Israël, de par l'identité et la méfiance des pays arabes à l'égard de ce dernier, risquerait de compromettre la mission conférée à la Turquie de faciliter l'intégration de ces États au sein du système de libre-échange mondial garant de la paix globale.

¹⁵ “*Turkish foreign policy towards Israel: the implications of Turkey's Relations with the West*”, par Tolga Turann. Thèse soutenue à la Graduate School of Social Sciences of Middle East Technical University, 2008.

¹⁶ “*The New Turkish republic: Turkey as a pivotal state in the Muslim World*”, par Graham E. Fuller, Ed. United States Institut of Peace, 2008.

¹⁷ “*Turkey and Israel's relationship in the Middle East*”, par Joshua Walker, in Mediterranean Affairs, Inc., 2006.

¹⁸ “*The Pentagon's New Map*”, par Thomas P.M. Barnette, in Esquire politics Blog, 1^{er} mars 2003.

Mais au final, les États-Unis doivent-ils craindre la Turquie, lui conférant ainsi le rôle de *peer-competitor*¹⁹, c'est-à-dire un pays capable et voulant défier à terme leur puissance dominante à l'échelle globale ?

Si la Turquie est encore loin de constituer un acteur global, la réponse américaine actuelle à l'émergence de l'acteur turc se rapproche de la stratégie de conciliation, en mettant en avant les intérêts communs et évitant ainsi d'en faire un concurrent. La stratégie de la cooptation est également de mise. La puissance turque étant encore bien faible au regard de l'américaine, les États-Unis peuvent donc lui présenter les règles du jeu en lui signifiant qu'il vaut mieux les suivre car elles sont meilleures. Cela permettra, si la Turquie parvient un jour à concurrencer la puissance américaine, d'être certains qu'elle continuera à suivre ces règles. La Turquie ne désire pas briser ses liens avec l'Occident et espère encore intégrer l'Union européenne. Il est donc fort à parier que la Turquie se pliera aux conditions émises par Washington, à savoir assurer une stabilité régionale par le *containment* des États voyous, tout en promouvant le libre-échange et la démocratie.

Pour la *Commission Justice et Paix*, les atermoiements géopolitiques qui lient les puissances ne doivent pas leur faire oublier que la recherche de la paix doit constituer l'objectif premier de toute action diplomatique. Si nous saluons les nombreux canaux qui permettent le dialogue entre les acteurs et qui permettent ainsi d'éviter les guerres, force est de constater que la région du Proche-Orient est soumise à de rudes turbulences. La tension entre l'Iran et Israël est à son comble, la Syrie est au bord de l'implosion et enfin, la question palestinienne est loin d'être réglée, en témoignent les derniers affrontements de novembre 2012 entre le Hamas et Israël dans la bande de Gaza...En tant que citoyens belges, nous avons le pouvoir d'interpeller nos décideurs politiques afin de les inviter à prendre position fermement dans les forums internationaux en faveur d'un Proche-Orient en paix!

Santiago Fischer
Commission Justice et Paix Belgique francophone
Décembre 2012

¹⁹ « Le Concept de Peer Competitor », in La politique étrangère américaine après la guerre froide et les défis asymétriques, Presses universitaires de Louvain, Louvain-la-Neuve, 2003.